

LE CERCLE
Mozart



RAPPORT

FORUM ENVIRONNEMENT

DE L'EAU & DES HOMMES

13.06.2023 - LE DUNE - LA GRANDE MOTTE

SOMMAIRE

01. Introduction

02. Parole aux organisateurs

04. Place au forum

05. De l'eau & des Hommes : le débat

06. Enjeux & constats

13. Voyage dans les odysées

14. Des solutions existent

22. Questions / Réponses

27. Les réseaux et la presse en parlent

33. Remerciements



L'IMPACT DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LA RESSOURCE EN EAU



De gauche à droite : Éric SERVAT, Olivier SARLAT, Jean-Marc MAILLOT
Crédit photo : Mario SINISTAJ - mariosinistaj.com

INTRODUCTION

Jean-Marc MAILLOT - Président du Cercle Mozart de Montpellier - avocat et maître de Conférences à l'Université de Montpellier

L'impact du changement climatique sur la ressource en eau est une question au cœur de tous les débats, élus, chefs d'entreprises, toutes celles et ceux qui participent d'une décision politique, technique, administrative. Nous sommes tous concernés par la question climatique et en particulier, nous verrons lors de ce forum : la question de l'eau. Le succès de cette rencontre est lié aux compétences et qualités des personnes réunies. Ce sera, vous le verrez, un débat original mené par Olivier BISCAYE, Directeur de la rédaction du Midi Libre.

PAROLE AUX ORGANISATEURS

Olivier SARLAT - Directeur du groupe Veolia

C'est le premier forum lié à l'impact du changement climatique sur la ressource en eau. Nous sommes tous d'accord pour dire qu'il y aura un avant et un après été 2022. Nous avons connu une sécheresse inédite depuis 1959. L'eau est un marqueur fort du changement climatique. Heureusement, des solutions qui existent. Trois mots résument ces solutions : l'adaptation, l'atténuation et la sensibilisation. Dès aujourd'hui et face aux manques ou aux excès d'eau, l'homme doit s'adapter au changement climatique. Et là, nous allons parler d'aménagement du territoire, de protection des populations, de meilleure gestion et de diversification de la ressource en eau. Il faut aussi, que nous mettions en place dès à présent des solutions pour atténuer nos émissions de gaz à effet de serre. Il est important de limiter l'impact de l'élévation de la température sur la surface de la terre. Ainsi intervient l'importance de la décarbonation de ces activités humaines. Et enfin, comme sensibiliser c'est déjà agir, nous tenons à vous parler d'un projet lancé par Veolia.

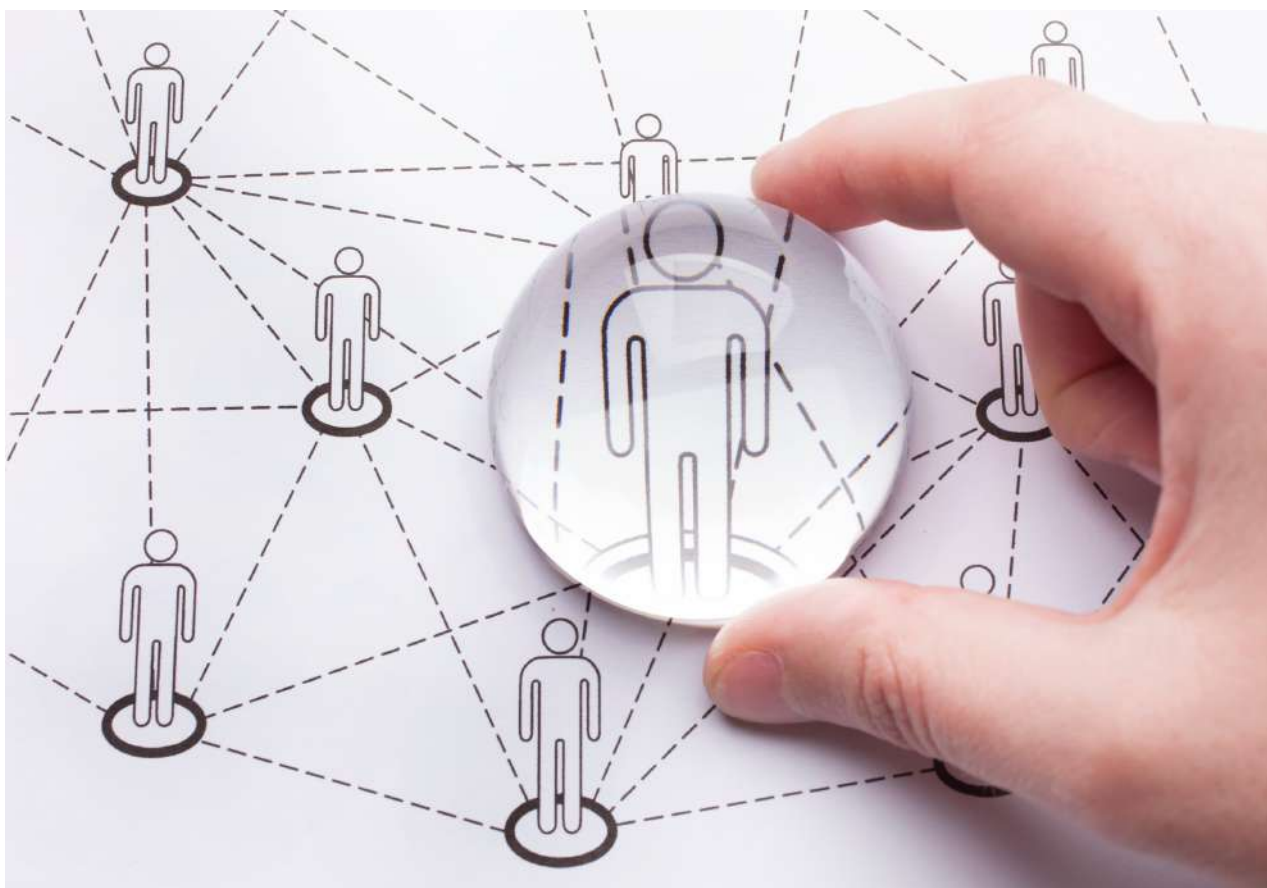
Sensibiliser, c'est déjà agir !

Nous tenons à vous parler d'un projet lancé par Veolia : Éco d'eau.



Olivier SARLAT - Directeur du groupe VEOLIA (Région Sud)

Ce dispositif a pour objet et ambition de réunir le plus grand nombre d'acteurs publics, privés, écoles, et collectivités, entreprises autour d'actions communes qui nous permettront de transformer durablement notre vision de l'eau. Très concrètement, aujourd'hui, il y a plus d'un million de personnes qui a adhéré à ce dispositif Éco d'eau. Il s'agit d'outils pédagogiques mis en ligne autour de la sobriété énergétique, d'écogestes susceptibles d'être mis en place par les collectivités ou les particuliers. Et puis, s'ajoute également une charte d'engagement, un manifeste qui peut être signé pour témoigner de cet engagement collectif ou individuel. Je reste convaincu qu'en étant sobre et solidaire, nous pourrons continuer de garantir un accès à l'eau. L'objectif est de préserver dans le temps l'accès à l'eau pour les populations, les industriels, les agriculteurs... Nous avons assez fait d'alerte maintenant, il faut que nous agissions.



Éric SERVAT – Directeur du Centre International UNESCO sur l’Eau de Montpellier, Directeur de recherche à l’IRD et Professeur associé à l’Université de Montpellier, Vice-Président du Pôle Aqua-Valley

Un mot sur l’engagement de l’université de Montpellier dans un domaine comme celui de l’eau, des ressources et des sciences de l’eau. Le métier premier de l’université, c’est de former. Aujourd’hui, avec de nombreux partenaires, nous avons une université qui se mobilise à travers ses propres forces mais en y additionnant les forces des autres établissements d’enseignement supérieur, les forces des organismes de recherche pour construire un ensemble qui n’a pas d’équivalent en France dans le domaine de l’eau. Nous disposons de nombreuses filières de formation (techniciens, ingénieurs, masters,...) qui permettent d’apporter un plus dans les trois domaines que l’université s’est donnée et qui tous, sont impactés par les problématiques de l’eau. L’université se focalise donc sur ces domaines : nourrir, soigner, protéger autrement dit, nous abordant l’agroalimentaire, la santé, l’environnement. Chacun de ces domaines est directement en lien avec la problématique de l’eau, de la ressource en eau, de la qualité de l’eau, du risque hydrologique, etc. Nous formons actuellement les personnes dont nous aurons besoin pour relever les défis qui viennent d’être évoqués. Nous cherchons également à sensibiliser les plus jeunes. Elle ne s’adresse pas uniquement aux étudiants tels que nous les avons à l’esprit. Nous montons des opérations et des partenariats avec des collèges, des lycées, des écoles primaires pour d’ores et déjà sensibiliser les plus jeunes à toutes les questions liées à l’eau. Pour cela, l’université s’appuie notamment sur le Centre International UNESCO sur l’eau qui existe à Montpellier. C’est le seul en France. C’est un motif de fierté que nous pouvons avoir. Ce centre mobilise l’ensemble des forces académiques dans le domaine de l’eau. Cela représente près de 400 scientifiques qui sont dans l’action et la recherche autour des problématiques de l’eau au travers des programmes de recherche, des actions de formation et un ensemble d’initiatives tournées vers les étudiants. Par exemple : les « Aquathon » Internationaux. Il y a un véritable engagement de la part de l’université sur cette question de l’eau. C’est une question primordiale pour la société. Le monde académique s’est emparé de cette problématique pour contribuer précisément aux recherches de solution et faire face aux défis qui sont devant nous.

PLACE

AU FORUM



Ce forum est animé par Olivier BISCAYE
Directeur de la Rédaction du Midi Libre

Présentation des invité(e)s

1. Alix ROUMAGNAC, Créateur et Dirigeant de la Société PREDICT
2. Laurent BALLESTA, Photographe, biologiste marin, plongeur
3. Éric SERVAT, Directeur du Centre International UNESCO sur l'Eau de Montpellier, Directeur de recherche à l'IRD et Professeur Associé à l'Université de Montpellier, Vice-Président du Pôle Aqua-Valley
4. Jean-Charles AMAR, Conférencier spécialisé dans le Grand Cycle de l'Eau
5. Catherine GREMILLET, Directrice Générale des Services au Sein de l'Association Nationale des Elu(e)s des Bassins (ANEB)
6. François LACOUR, Directeur de l'activité Eau chez SEURECA Veolia avec des missions d'assistances stratégiques et opérationnelles aux sociétés des eaux
7. Jean-Pierre SERROU, Médecin, Président de la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé de Carnon, Palavas-Les-Flots, La Grande Motte et le Grau du Roi.

DE L'EAU & DES HOMMES : LE DÉBAT

Le débat va tenir autour de deux grands axes : d'abord des enjeux, les constats, les conséquences du réchauffement climatique sur la ressource en eau, puis nous parlerons des solutions. L'objectif c'est de montrer qu'elles existent, qu'elles sont concrètes. Dans les entreprises, dans les collectivités, chez les particuliers et finalement autour de la politique publique au sens large. Enfin, nous donnerons la parole au public ici présent.



EAU POTABLE

2 milliards de personnes (soit 26 % de la population) sont privées d'accès à l'eau potable.



ASSAINISSEMENT

3,4 milliards de personnes, soit 45 % de la population mondiale, n'ont pas accès à des installations d'assainissement suffisamment fiables*.



UTILISATION

Au niveau mondial, 69 % de l'eau prélevée est affectée à des usages agricoles, essentiellement pour l'irrigation mais aussi pour l'élevage et pour l'aquaculture*.



ENJEUX & CONSTATS

Questions et débat proposés par Olivier BISCAYE

Quelles les conséquences du dérèglement climatique sur le grand Cycle de l'eau ? Nous imaginons qu'elles sont là, nous le savons, nous les observons. Avant d'imaginer les solutions, complémentarité, pouvez-vous nous expliquer...



Crédit photo :
Mario SINISTAJ mariosinistaj.com

Alix ROUMAGNAC, Créateur et Dirigeant de la société PREDICT

Durant longtemps, nous avons parlé du changement climatique au futur. Cela fait 20 ans que PREDICT travaille au niveau régional mais aussi au niveau international. Il faut avoir en tête que le changement climatique, c'est maintenant. L'année 2022, comme le soulignait Olivier SARLAT, nous a marqués, cela a été un tournant. Nous nous rendons compte que de nombreux événements sont directement issus de ce dérèglement climatique.

L'Homme a émis du gaz à effet de serre depuis des centaines d'années et de façon accrue depuis 50 ans, ce gaz à effet de serre fait monter la température du globe. Cette température qui augmente, impacte le cycle de l'eau sur différents niveaux. Il faut savoir qu'un degré de plus dans l'atmosphère, c'est 7% d'humidité possible en plus. Par conséquent, les violents orages que nous voyons maintenant (Toulouse, Paris, Montpellier, ...) à l'heure actuelle, dans les Bouches du Rhône (en vigilance orange), c'est directement lié à cette augmentation de la température. Plus la température au sol est élevée, plus la différence de température entre le sol et l'altitude est importante et plus les orages vont être violents. C'est le premier aspect impact sur l'eau. Ce changement climatique fait aussi fondre la glace, monter le niveau des mers, il augmente la température de la mer. La mer se dilate et ce changement aura un impact sur le trait de côte. Les rapports du GIEC* et le rapport du DRIAS** montrent aussi que ce changement climatique joue sur les canicules, les sécheresses (exemple : feux de forêt en Gironde) et c'est finalement, l'autre aspect de ce changement climatique. C'est donc le paradoxe. Il amène à la fois de plus en plus de canicule, sécheresse mais aussi des événements extrêmes plus violents. C'est ce qui est difficile à faire passer en termes de pédagogie. C'est aussi ce qui rend les solutions complexes. Pour autant, le fait est là. Il impacte, c'est physique. Nous savons l'expliquer. Les conséquences sont là aujourd'hui.



de plus dans l'atmosphère, c'est 7% d'humidité possible en plus.

En savoir plus : www.predictservices.com

*GIEC : <http://www.ecologie.gouv.fr/comprendre-giec>

**DRIAS : <http://www.drias-climat.fr>

Et ce changement climatique est évidemment est irréversible ? Est-ce que cela peut s'arrêter un jour ?
Lors du sondage, c'est souvent la question qui est revenue...

Malheureusement, les cinétiques sont très lentes. Nous sommes engagés dans une dynamique. Cela a été évoqué en introduction, il faut s'adapter tout de suite. Les modifications et les gestes que nous allons provoquer dans nos façons de vivre nous allons les faire mais cela va prendre beaucoup de temps. Nous y reviendrons...

Nous y reviendrons avec les solutions que vous présenterez Jean-Charles AMAR, vous êtes un expert du Grand Cycle de l'eau. Vos travaux ont beaucoup porté sur la résilience hydrique et énergétique, je voudrais que vous puissiez préciser ce cycle de l'eau et puis la question du « stress hydrique », qui à mon sens intéresse particulièrement nos invités.



Crédit photo :
Mario SINISTAJ mariosinistaj.com

Jean-Charles AMAR – Conférencier et expert du Grand Cycle de l'Eau

Je pense que le cycle de l'eau en général mérite d'être expliqué. Alix ROUMAGNAC parlait des inondations, cela concerne 100% des phénomènes de catastrophe naturelle. Cela impacte 18 millions d'habitants en France. Cela coûte 3 milliards d'euros par an de dommages. Nous sommes face à une contradiction : l'eau nous échappe, l'eau nous inonde. Nous entendons régulièrement dans les médias, nous avons des fuites (contaminantes d'ailleurs) d'environ de 20% soit un 1 litre sur 5.

Cela ne parle pas forcément mais si nous ajoutons qu'il s'agit là de la consommation annuelle de 15 millions d'habitants. Cela commence à devenir plus précis... Et si, nous illustrons en disant qu'il s'agit d'une perte de la superficie totale du lac d'Annecy chaque année, c'est un peu plus révélateur. Une absence d'eau par les fuites mais également une difficulté en termes de réutilisation. Les grands scientifiques présents appellent cela : « Réut ». Autrement dit, le traitement de l'eau dont on sait qu'en France, nous sommes à un peu moins de 1% (0.6% je crois). En Espagne, en Italie, nous sommes entre 20% et 30%, en Israël, à 90%. Donc, où est la volonté qui permet à nos scientifiques qui savent faire d'intervenir sur ces questions-là ? Et puis l'eau qui inonde. Effectivement, nous abordons là, la question du Grand Cycle de l'eau. Le petit cycle étant l'eau potable et l'assainissement. Le Grand Cycle de l'eau, il est si difficile à définir qu'il n'existe nulle part. Cette notion a été abordée pour la première fois dans un rapport du Conseil d'Etat en 2010. Nous considérons que le Grand Cycle de l'eau, c'est l'eau qui circule et qui n'existe que depuis que la terre existe.

Les fuites représentent une perte d'environ 20%. Cela représente la consommation annuelle de 15 millions d'habitants



En réalité, cette eau qui circule, provient des lacs, des étangs, des mers, des océans et puis elle s'évapore. Elle s'évapore et elle nous revient sous forme de pluie. Alors, 65% de cette pluie qui tombe s'évapore immédiatement dès qu'elle arrive au sol. Plusieurs raisons : évapotranspiration, imperméabilisation, le réchauffement climatique, ... 25% de cette eau ruisselle sur cette macadamisation, par exemple. Et, par un phénomène de patence, récupère toute la pollution et va la conduire dans nos mers, nos fossés, nos océans. Il reste donc 10% où l'eau qui tombe s'infiltré dans le sol. Première question, est-ce que nous ne pouvons pas inverser la tendance ? Si seulement 10% s'infiltré dans la nappe ne pouvons-nous pas créer les conditions pour qu'on ne considère plus la nappe comme un lieu de prélèvement mais aussi d'injection de l'eau.

Un premier état des lieux, diagnostic. Éric SERVAT, hydrologue, vous occupez de nombreuses fonctions, lors d'une interview il y a quelques semaines à Midi Libre, vous disiez la région Occitanie est sans doute la région qui connaîtra le plus de difficultés d'accès à l'eau. Est-ce que c'est un élément que vous confirmez ?



Crédit photo :
Mario SINISTAJ mariosinistaj.com

Éric SERVAT - Directeur du Centre International UNESCO sur l'Eau de Montpellier, Directeur de recherche à l'IRD et Professeur associé à l'Université de Montpellier, Vice-Président du Pôle Aqua-Valley

Je ne sais pas s'il y a une compétition à tenir entre les différentes régions. Ce qui est sûr, c'est qu'effectivement la région Occitanie, est une région qui va souffrir, d'ailleurs qui souffre déjà. Nous voyons un certain nombre de situations, nous voyons ce qu'il s'est passé dans les Pyrénées-Orientales cette année.

Il faut savoir que du mois d'avril 2022 au mois d'avril 2023 (si je ne me trompe pas) il est tombé quelque chose de l'ordre de 200 millimètres de précipitation. C'est ce qui correspond à la définition d'un régime désertique. Nous sommes donc dans une situation extrêmement compliquée. Cela veut dire, que là comme ailleurs, nous allons avoir des cas de figure avec une vraie complexité à résoudre. Qui dit raréfaction des précipitations dit automatiquement raréfaction de la recharge de nos nappes. Il n'y a qu'une toute petite partie des précipitations qui va s'infiltrer si en plus, nous avons des modifications du cycle hydraulique. Nous allons avoir des situations de dépression qui passent mais qui passent trop tard. Au printemps, lorsque la végétation a redémarré, c'est elle qui absorbe tout. Cela ne recharge pas les nappes. En Occitanie, nous avons un régime pas extrêmement favorable en matière de précipitation, nous sommes dans des situations plus complexes, nous avons des situations hydrologiques qui rarifient les précipitations et qui les décalent dans le temps. Nous sommes face à des situations qui deviennent très compliquées.

Face à cette situation, êtes-vous pessimiste ?

Je ne suis jamais pessimiste. Il faut être optimiste par nécessité. A partir de là, il faut regarder : Comment nous pouvons traiter les difficultés ? Quels sont les changements qu'il faut faire intervenir ? Il faut regarder : Quelles sont les solutions dont nous disposons ? Comment orienter nos recherches de manière à trouver de nouvelles voies de passages. Il faut intégrer cette complexité. La réflexion pluri-acteurs doit se concentrer sur comment identifier la meilleure façon de faire face à ces difficultés pour mettre en œuvre un ensemble de solution qui ne sont pas QUE des solutions techniques mais qui sont AUSSI des solutions techniques.

Nous allons y revenir évidemment avec chacun d'entre vous dans la seconde partie de ce forum. François LACOUR, nous aimerions vous entendre sur la situation hors de France. Sur l'eau potable, c'est votre sujet de prédilection, vous avez en charge de l'activité eau chez SEUREUCA veolia [...], apportez-nous ce regard sur l'étranger : l'Afrique, l'Asie, entre autres... Que pouvez-vous nous en dire ?



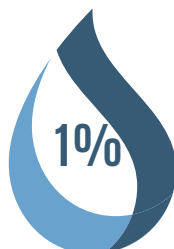
Crédit photo :

Mario SINISTAJ mariosinistaj.com

François LACOUR - Directeur de l'activité Eau chez SEUREUCA Veolia,
en charge de projets d'assistance stratégique et opérationnelle
aux sociétés des eaux

En premier lieu, prenons un peu de hauteur sur les enjeux. 2 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à une source sécurisée d'eau potable. Quand nous parlons des objectifs de développement durable, à l'horizon 2030 soit 100% d'accès à une eau potable, nous parlons d'un état que nous sommes loin d'atteindre si nous ne sommes pas capables d'accélérer.

Et lorsque nous parlons d'accélérer, nous parlons d'une multiplication par 3, par 4 en termes d'investissement. Ça, c'est l'image globale pour l'eau. Je transpose cela au sujet de l'assainissement. C'est 3,6 milliards de personnes (une personne sur deux, un peu moins) qui n'ont pas accès à une source ou à un système d'assainissement sécurisé. Or, la demande en eau va croître de 1% en moyenne par an jusqu'en 2050. Pourquoi ? Il y a un rattrapage, dans les économies émergentes, du niveau de vie, des modes de consommation mais aussi une forte démographie. Il y a des pays qui affichent 2.5% de croissance démographique. Il y a déjà une sorte de déséquilibre entre l'offre et la demande, dans un état climatique « stable ». Nous ne considérons même pas là, l'impact du changement climatique. Un exemple : Le Sahel - 200 millions de personnes, taux de croissance démographique entre 2.5% et 3%, une raréfaction des ressources en eau. Le fleuve Niger a un débit qui se réduit, les nappes phréatiques sont surexploitées, et cela tend s'aggraver.



La demande en eau croît de 1% par en moyenne d'ici à 2050.

Autre exemple avec Djibouti. 160 millimètres de pluies par an, 1 million de personne et 500 mètres cubes, par personne, d'eau renouvelable mobilisable en l'état actuel des choses, soit une situation de stress hydrique chronique. Début juin, il y faisait 47 degrés et il fera encore plus chaud dans les années qui viennent. Nous allons devoir gérer une situation complexe liée d'une part à la croissance démographique et à l'urbanisation, d'autre part à la raréfaction de la ressource. L'eau est inégalement répartie par nature. Demain, elle le sera encore plus...

Diriez-vous que ces pays concernés ont pris conscience beaucoup plus tôt que nos pays européens de la nécessité de se transformer ?

Il y a effectivement toute une série d'approches, de méthodes en complément des outils techniques qui ont été mis en place. Nous devons nous en inspirer.

Alors nous parlons de méthodes, nous allons voir avec Catherine GREMILLET, Directrice Générale des Services au sein de l'Association Nationale des Elu(e)s de Bassins (ANEB), avez-vous le sentiment que les élu(e)s et les collectivités ont conscience de la nécessité d'avancer sur le sujet et de changer de méthodes quand il s'agit de parler de constats, d'enjeux, est ce qu'on ne fait qu'observer ou est-ce que nous avançons ?



Crédit photo :
Mario SINISTAJ mariosinistaj.com

Catherine GREMILLET - Directrice Générale des Services (ANEB)

Notre association travaille autour de ces questions de gestion globale de l'eau au cœur de l'aménagement du territoire depuis de nombreuses années. Elle réunit des élu(e)s engagé(e)s au quotidien sur les territoires (à l'échelle nationale) et des établissements territoriaux publics de bassin. Effectivement, cette question n'est pas récente puisque l'organisation par bassin date de 1964 via les agences de l'eau.

Elles se sont développées aussi de façon volontaire sur l'ensemble du territoire national en commissions locales de l'eau et en établissements publics de bassin. Notre association travaille depuis 3 ans pour faire un certain nombre de propositions visant à renforcer et généraliser cette organisation qui répond au principe de gestion d'un bien commun qu'est notre eau. L'eau naturelle, l'eau sauvage comme nous pouvons dire parfois. L'objectif de cette organisation est de renforcer la démocratie de l'eau. In fine, l'ensemble des acteurs doivent travailler ensemble pour prendre des décisions communes en lien avec leur territoire.

Effectivement nous y reviendrons, question au Médecin et Président de la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS) Carnon – Palavas – le Grau du Roi – La Grande Motte, Docteur Jean-Pierre SERROU, comment le médecin et la communauté médicale appréhende ce sujet de la ressource en eau ?
Quand on parle de Grand Cycle de l'eau, de prise de conscience, comment l'intégrez-vous ?



Crédit photo :
Mario SINISTAJ mariosinistaj.com

Jean-Pierre SERROU - Médecin

Président de la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé

Nous tenions à être présents avec l'ensemble des directeurs de la CPTS qui sont à mes côtés ainsi que d'autres professionnels de santé. Il était important de réagir sur différents sujets. 2 millions de personnes qui n'ont pas d'eau potable, 4 milliards de personnes qui vivent des situations dangereuses. De nombreuses personnes décèdent encore de problèmes liés à l'eau. Le choléra, les salmonelloses, la polio, de nombreuses pathologies bactériennes

(parasites, ...) qu'il est important de rappeler et d'interpeller la population sur les dangers de l'eau. Il faut rester vigilant sur les bénéfices liés à l'eau pour notre corps. Qu'est-ce que notre corps absorbe ? Quels sont les dangers ? Il peut y avoir des toxines. Attention également à la désinformation relative à l'eau du robinet. En France, nous avons les moyens de lutter contre les dangers. Il faut sensibiliser autour de la qualité de l'eau. Il n'y pas « que » un problème de réchauffement climatique, il peut aussi y avoir des problématiques sanitaires sous-jacentes.

C'est intéressant de rappeler cet enjeu de prévention parmi les solutions, les pistes de réflexion. Vous parlez de « fake-news » sur l'eau, pouvez-vous nous en citer ?

Notamment, je pense à une récente étude américaine relative aux cancers qui seraient liés à l'eau du robinet. Aucune preuve avérée n'est mise en évidence aujourd'hui. L'ICM dément totalement cette étude. Il faut que nous soyons rassurés quant à la qualité de l'eau en France. Ces fake-news sont dangereuses. Notre rôle est d'interpeller les populations. Oui, nous avons constaté la féminisation des poissons dans les rivières anglaises mais le taux retrouvé dans l'eau potable reste infime. Le taux de paracétamol par exemple, c'est l'équivalent d'un comprimé dans un piscine olympique. Il n'y aucune conséquence nuisible. Il faut que nous ayons confiance en ceux qui s'occupent de nos réseaux.



En savoir plus : [Information sur les CPTS en Occitanie](#)

Avant de passer la parole à Laurent BALLESTA, avez-vous des réactions sur ce qui vient de se dire durant cette première partie ?

Éric SERVAT : Plusieurs choses, effectivement, lorsque nous nous mettons à l'échelle de la planète ; les problématiques liées à l'eau sont extrêmement importantes. Il faut que nous mesurions la chance que nous avons. Nous allons devoir changer le regard que nous menons sur l'eau : « Lorsque vous êtes au Sahel que vous savez qu'au mois de septembre, vous n'aurez plus de précipitations jusqu'au mois de juillet de l'année prochaine », alors votre perception n'est pas la même. En revanche pour vous, lorsque les pluies sont là, vous avez nécessairement un autre regard. C'est extrêmement important parce que nous n'avancerons pas dans ces difficultés, si à un moment donné, nous ne prenons pas conscience de la valeur de l'eau. Le premier point qui me semble très important. Le second point qui me semble important. C'est que les problématiques de qualité de l'eau seront d'autant plus importantes à considérer qu'effectivement nous allons nous retrouver, par exemple dans notre région où nous avons des cours d'eau de petites tailles mais très impactés par la sécheresse. Nous aurons des phénomènes de dilution. L'impact sur les milieux vivants sera fort. Tout est lié, la baisse de la pluviométrie a un impact sur tous les domaines. Il faut bien comprendre que ces problématiques vont s'intensifier. Il va falloir prendre en compte toute cette gamme de problématiques différentes.

Jean-Charles MAR, Alix ROUMAGNAC, une réaction avant de passer aux pistes de réflexion ?

Jean-Charles AMAR : Sur la pluviométrie, le bassin versant. Il faut savoir que le bassin versant est limité par les gouttelettes d'eau qui tombent et qui limitent cette géographie et qui convergent vers ce réceptacle. Toutes les lois considèrent que c'est le bassin versant. Il est important de penser globalement pour agir localement. Je le dis d'autant plus facilement que l'Etat était jusqu'à maintenant responsable de la protection des populations. Puis, nous nous sommes interrogés à l'échelle des territoires : la Région ? les Départements ? La commune ? Puis nous avons fini par trouver. Les intercommunalités. Mais ces dernières n'ont aucune historicité sur la gestion de l'eau contrairement aux Départements. Nous avons supprimé la clause générale de compétence et les intercommunalités. Leur périmètre ne correspond absolument pas au périmètre du bassin versant mais elles doivent intervenir tant bien que mal. Exemple : à travers la gestion d'une grave inondation. A la Grande Motte, nous sommes dans un triangle que nous pouvons nommer « Montpellier - Nîmes - Alès », ce triangle est un champignon pluvial de 12 kilomètres de haut et il tombe dans ce triangle : 820 millions de mètres cubes d'eau. D'où la gestion de savoir ensuite vers où diriger cette eau ? L'exemple de l'orage ? Quelle eau appartient à qui ? Qui est responsable du ruissèlement ? C'est la commune. Le pluvial : c'est l'intercommunalité. Le débordement là, c'est le syndicat de bassin. La submersion marine ? Alors là, c'est plus complexe ! La gestion générale des temps de pluie est aussi une question importante.

Alix ROUMAGNAC : l'organisation française est un peu complexe il faut se l'avouer. Il n'en reste pas moins que l'enjeu à venir est fort. A certains moments trop d'eau, à d'autres pas assez. Il faut prendre conscience et agir rapidement que ce soit pour de l'eau potable, de l'assainissement, l'impact pour la biodiversité. Il est urgent de simplifier les choses et d'aller à l'essentiel.



Voyage dans les Odyssées

Credit photo : Marine NINISTAJ marineninistaj.com

S'il y a de belles images, c'est qu'il y a une belle biodiversité, les biologistes sont simplement des personnes qui restituent. Je ne suis pas un expert de l'eau mais je connais les écosystèmes qui en ont besoin. Cela dit, tous les écosystèmes ont besoin d'eau. Les écosystèmes aquatiques et marins en particulier. Alors je me suis dit qu'un petit voyage aquatique ne serait pas trop hors sujet : « Voyage dans les Odyssées ».

DES SOLUTIONS EXISTENT



Nous voyons bien que pour la protéger cette biodiversité, il va falloir trouver de solutions, imaginer des dispositifs et je voudrais que nous l'évoquions avec vous Alix ROUMAGNAC. Nous avons souhaité un forum optimiste. Que notre tonalité ne soit pas si pessimiste, si désespérante que cela. Nous savons qu'il faut s'adapter. Vous dites qu'il faut équilibrer l'adaptation et l'atténuation est-ce bien cela ?

Alix ROUMAGNAC : Pendant longtemps, les scientifiques, les chercheurs ne voulaient pas parler d'adaptation par crainte que l'Homme cherchant à s'adapter, ne cherche plus à changer les choses. La température de la mer méditerranée monte plus vite que le reste des océans. Nous n'aurons pas le choix. Il va falloir s'adapter à ces événements très intenses. Nous allons avoir à y faire face. C'est la raison d'être de l'engagement de PREDICT. La société PREDICT est née en 2022 après les événements qui étaient arrivés dans le Gard. Nous continuons à travailler sur le sujet de l'adaptation (feux de forêts,).

La base de notre travail, c'est de mener des discussions avec les élu(e)s, nous travaillons avec près de 25 000 communes les plans d'action (Quelles écoles fermer ? quelles routes évacuer ? Nos équipes sont en temps réel sur les écrans de radar pour mettre les gens en sécurité. Ce travail de fond sur l'adaptation n'est pas suffisant. Il faut aussi inverser la courbe. Aujourd'hui, ce que nous avons à faire, c'est énorme. Il faut changer nos modes de vie, travailler sur notre rapport à la croissance. Je cite souvent ce philosophe et économiste américain Kenneth Boulding qui en 1970 a dit : « Celui qui croit que la croissance peut être infinie dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste. ». Nous ne pourrons pas toujours avoir plus tous. Il n'y pas eu jusqu'alors une génération qui a eu entre les mains la possibilité de décider ce qu'il va se passer pour les enfants. Mais il faut que cela soit positif. Il faut bâtir avec de l'enthousiasme. Je suis un optimiste. Je crois encore en notre capacité à inverser la courbe.



Éric SERVAT : Nous n'avons pas le droit de renoncer. Lucidité : oui. Mais lucide ne vaut pas renoncement. Nous n'avons pas le droit de renoncer. Le seul droit que nous avons c'est de se retrousser les manches et de trouver le moyen de faire face. Il faut que nous soyons lucides sur la difficulté de la situation. Les discours permanents d'éco-anxiété ne sont pas souhaitables. Vous ne ferez pas adhérer les gens à mettre en place des changements si vous leur promettez de la misère tous les jours. Autrement, nous ne pourrons pas y arriver.

Concrètement, comment faisons-nous ? Pour les gens qui sont ici ? Collectivités, entreprises, particuliers ?

Les pistes nous les connaissons. Tout d'abord, la question relative à la décarbonation¹. Il faut travailler en ce sens là même si les dynamiques, les cinétiques sont telles que les échéances sont longues. Mais décarboner aujourd'hui, c'est promettre un avenir moins compliqué dans le futur. Ensuite, il faut changer notre regard sur la ressource en eau. Il faut considérer que cela a de la valeur. Juste une image pour illustrer mon propos : 1m cube d'eau ce n'est même pas la moitié du prix d'un paquet de cigarettes. Cela témoigne quelque part de la notion de la valeur de l'eau. Cela ne veut pas dire qu'il faut multiplier le prix de l'eau par un facteur 10, 15 ou 100, cela n'aurait aucun sens, puisque nous le rappelions tout à l'heure il y a aussi le droit de l'accès à l'eau mais pour autant, il faut bien comprendre que l'eau a peu de valeur. Donc il y a tout un tas de changement à mettre en place. Il y a des solutions techniques sur lesquelles il va falloir s'appuyer aussi. Et puis, il y a effectivement à un moment donné, la question du compromis. Nous sommes aujourd'hui dans une situation où ce qui importe c'est : les arbitrages dans nos usages de l'eau. C'est ça qui compte aujourd'hui ! de voir ce que nous sommes capables de faire en sachant que nous sommes dans des compétitions d'usage et que donc à un moment donné, il va falloir faire des arbitrages. Alors, nous avons deux solutions lorsque nous faisons des arbitrages : soit il y en a un qui prend tout et les autres n'ont plus que les yeux pour pleurer, et ça, cela crée des tensions abominables. Ou soit petit à petit, nous faisons en sorte que dans ce pays nous acquérons une culture du compromis. Le compromis c'est ce qui fait que personne ne sera le seul vainqueur d'une joute mais que chacun pourra trouver le moyen de satisfaire une partie des besoins qui sont les siens pour des besoins personnels, des besoins agricoles, des besoins industriels, ... Donc quand la situation est compliquée, la seule voie de passage, c'est le compromis.

1. Décarbonation : Ensemble des actions (mesures et techniques) visant à réduire la consommation d'énergies fossiles et l'émission de dioxyde de carbone d'un pays, d'une économie, d'une entreprise, etc. (Source : dictionnaire Larousse en ligne - 2023).

Est-ce que cela suffit aujourd'hui d'orienter les mesures sur : la piscine, l'arrosage, le lavage des voitures ? Enfin ces décisions qui font beaucoup de bruits dont nous parlons régulièrement à coup de messages politiques. Est-ce que c'est une première pierre qu'il faut, finalement associer à d'autres ?

Je crois qu'il y a plusieurs choses. Nous évoquons la question des fuites. Un milliard de mètres cubes, c'est de l'eau qui a été traitée, donc de l'énergie, de l'argent, c'est de l'eau qui circule dans les réseaux, ... Les pertes sont considérables. Il faut mettre en face des décisions même si certaines sont symboliques. Mais globalement, la consommation des piscines c'est 40 à 45 millions de mètres cubes d'eau. Vous les mettez en face du milliard des mètres cubes d'eau perdu dans nos réseaux et vous comprendrez qu'à un moment donné nous pouvons stigmatiser les gens qui ont des piscines mais a fortiori ce n'est plus l'apanage de quelques piscines. Vous avez quelque chose comme de l'ordre de 3.5 millions de piscines aujourd'hui en France. Cela touche chacun dans sa vie au quotidien. Alors nous pouvons pointer du doigt un certain nombre de choses mais je pense qu'il faut consacrer nos efforts là où effectivement il y a de vraies marges et sur lesquelles il faut pouvoir travailler de manière efficace.



Jean-Charles AMAR, les marges dont nous parlons, vous êtes en ligne avec ça ?

Jean-Charles AMAR : Je pense que nous sommes passés de la méconnaissance au déni, puis à la colère et aujourd'hui nous sommes à l'adaptation. Mauguio sera le laboratoire de réflexions et d'actions que nous allons mener. Lorsque je parlais de notre triangle (Nîmes Alès Montpellier) où nous allons réutiliser cette eau presque chirurgicalement. Ce n'est pas utopique. Nous pouvons réutiliser cette eau ou sinon il faudra m'expliquer comment aux Bermudes 60% de l'eau potable provient de l'eau de pluie. Ensuite, effectivement nous devons modifier nos comportements, effectivement qu'il suffit de voir l'état de nos pelouses et des ronds-points pour comprendre que nous avons changé nos attitudes.

Pouvons-nous continuer à rincer à l'eau potable nos bateaux ? Nous sommes le deuxième espace maritime mondial avec 10 millions de kilomètres carrés derrière les Etats-Unis qui en ont 11. C'est dû à nos environs 97% de Départements d'Outre-Mer. Je pense que nous ne pourrons plus. Je pense qu'il faut réfléchir à d'autres solutions. Chacun modestement à notre niveau, nous essayons d'accompagner. Jamais contre les gens. Je fais une priorité de l'intérêt commun. C'est différent de l'intérêt général. L'intérêt général, nous pouvons vous opposer quelque décision que ce soit, parce que nous aurons « décrété » que cela relève de l'intérêt général. Alors que l'intérêt commun, c'est véritablement la somme des intérêts particuliers qui auront réfléchi ensemble, travaillé et adhéré. Récupérer de l'eau sur des toits, la canaliser avec des cheminements intelligents désimperméabiliser, végétaliser les territoires, faire la fabrique de l'ombre. Une fabrique de l'ombre c'est 6 à 10 degrés de température en moins. Il existe même aujourd'hui des peintures sur les toits qui diminuent de 30 degrés la température. Pourquoi nous passerions-nous de ceci ? Et pour se faire, ce ne sont pas seules les collectivités qui peuvent tout faire.

Avant d'aborder la question du coût, ce sont aussi les problématiques des aménageurs, des bâtisseurs, qui devront intégrer dans toutes leurs constructions ces mesures et ne pas hésiter à récupérer de l'eau. Il faut que les constructeurs et les collectivités soient d'accord.

Question de Jean-Pierre SERROU : je voulais voir le sujet du dessalement de l'eau : l'eau potable est-elle possible avec ce dispositif ? Elle est là devant chez nous...

François LACOUR en réponse : Cette question nous amène à parler des ressources non conventionnelles et notamment la réutilisation des eaux usées ou du dessalement par exemple. La première utilisation d'eau usée traitée, pour la boisson, date de 1968. En Namibie en 1968 : forte pénurie et absence d'eau dans les barrages, la population pousse pour avoir un première réutilisation des eaux usées traitées pour de l'eau potable. C'est un peu comme dans une station spatiale. C'est finalement le besoin qui a forcé cette approche. Actuellement, pour mémoire, nous sommes à moins d'un 1% d'eau réutilisée pour des usages agricoles en France. Sur le dessalement, par exemple, l'Égypte envisage bientôt une capacité de 8 millions de m³ /jour de production d'eau dessalée. Ce sont des projets gigantesques.

Mais la question à se poser encore une fois, c'est cette notion d'équilibre offre-demande. Où est-ce que nous nous trouvons ? Comment est-ce que nous arrivons à rééquilibrer cette offre et cette demande ?

Premier point, lorsque nous abordons le sujet de l'eau, tout est lié. Lorsque nous parlons d'eau, nous parlons également d'énergie, d'alimentation, de santé, et donc, finalement dans les pays dans lesquels je travaille, l'adaptation un non négociable. L'adaptation est permanente. Tous les jours, les gens luttent pour parvenir à avoir une eau plus saine. Deuxième point, il n'y a pas qu'une solution. C'est une mosaïque de solutions. Il y a d'un côté la puissance publique qui doit organiser le service via la gouvernance, via la tarification. Et donc, d'un point de vue de la demande, lorsque nous abordons le sujet de la tarification éco solidaire, nous pensons au lifeline tarif sud africain dans les années 1990.

2. Lifeline tarif : tarif pour le minimum vital



Nous pouvons mentionner le Niger début des années 2000 avec 90% de la population qui a un tarif subventionné et les usagers plus aisés qui payeront plus cher pour la ressource utilisée. Donc premier élément, via la gouvernance, nous organisons. Deuxième élément, nous utilisons des outils tarifaires. Troisièmement, nous travaillons sur la performance des réseaux (Riad ou encore l'Italie c'est 40% de pertes en moyenne). Nous perdons de l'eau sur les infrastructures et il y a des actions à mener. Lorsque nous parlons d'améliorer l'efficacité ou de promouvoir la sobriété ou en tout cas, de contrôler la consommation, nous abordons là le sujet de la demande. Il y a ensuite des solutions au travers l'accompagnement de l'offre. Accompagner l'offre, c'est déjà s'interroger sur notre capacité à mobiliser de la ressource conventionnelle avant de parler réutilisation ou dessalement.

Actuellement, le terme d'hydrodiplomatie est souvent utilisé. Exemple de Djibouti : ce pays a signé un traité avec l'Éthiopie. Chaque jour, 100 000m³ d'eau seront transférés pour la fourniture d'eau potable sur le pays.

Enfin, lorsque nous constatons que nous ne sommes plus en mesure de jouer sur la demande et la ressource conventionnelle, c'est précisément là où nous allons commencer à regarder des technologies un peu plus complexes comme le dessalement. Elles sont complexes dans leur exploitation, dans leur coût, dans leur mise en œuvre. Finalement, c'est un peu la solution ultime. C'est ce qui va permettre de fermer l'équation dans des cas particuliers. Mais encore une fois, il n'y a pas de solutions miracles. Il faut intégrer cette mosaïque de solutions, avec un rôle central de la puissance publique, pour organiser. Et en tant que consommateurs individuels, nous devons agir.



3. Hydrodiplomatie : Ce terme, on le doit à Fadi Comair, un ingénieur libanais, président d'honneur du Réseau méditerranéen des organismes de bassin et le directeur général des ressources hydrauliques du Liban. Il invente donc ce terme, un concept repris depuis par l'Unesco, et par Erik Orsenna, invité de cette émission, qui l'évoque dans un entretien à Libération en 2017. Fadi Comair explique ainsi son idée initiale : « Favoriser la culture du dialogue et le partage équitable de l'eau entre pays riverains et stigmatise comment certains pays utilisent l'eau dans des buts hégémoniques, militaires et financiers. » [Source : <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/zoom-zoom-zen/zoom-zoom-zen-du-lundi-09-janvier-2023-7652796>]

4. Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont des structures administratives permettant à plusieurs communes d'exercer des compétences en commun. Ils sont soumis à des règles communes, homogènes et comparables à celles de collectivités locales. Les communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle, syndicats de communes et les syndicats mixtes sont des EPCI. [Source : INSEE]

**Vous évoquez une mosaïque de solutions, nous pourrions en parler pendant des heures. Nous parlions du coût, c'est un sujet les collectivités, les élu(e)s avant d'engager des ambitions de ce type dans le contexte que nous connaissons, comment ça se passe (constructeurs, ...) ?
Comment êtes-vous aidé pour lancer ces projets ?**

Catherine GREMILLET : Les types de solution sont connues et elles sont effectivement diverses. Les types d'impacts sur le dérèglement climatique, ils sont connus (sécheresse, inondation, qualité, biodiversité, etc.). La difficulté aujourd'hui est de répondre aux spécificités locales : quelles solutions pour les différents territoires ? Ils ne sont pas dans des caractéristiques identiques. Les impacts n'ont pas la même intensité, localité, les usages sont différents d'un territoire à l'autre. Quelles sont les solutions ? Pour quels territoires ? au regard de quel coût ? Qui va supporter la charge financière ?

Il y a deux points essentiels : pour prendre ces décisions, les élu(e)s avec les autres acteurs doivent mener les arbitrages. Plus que des compromis, je considère que ce sont des choix car certains perdent, d'autres gagnent. Comment nous accompagnons, ceux qui perdent et ceux qui gagnent peuvent aussi participer à la solidarité territoriale. Ce sont des points essentiels.

Donc, les deux points importants sont :

-La connaissance, le partage du diagnostic territorial fin et la connaissance opérationnelle. Quels sont les usages et où ? Quelles sont les problématiques ? À partir de cette connaissance, il faut des lieux de concertation, de partage et de transfert. Aujourd'hui nous le voyons bien, il y a beaucoup de désinformation, fake-news, ... Il faut des lieux où chacun puisse s'exprimer et apporter la connaissance.

-Ensuite, et bien il faut décider. Pour ce faire, il faut un certain nombre de modèles, d'études socio-économiques sur l'impact des choix communs sur le territoire. Et enfin, comment nous allons pouvoir utiliser les outils existants pour accompagner la mise en œuvre des solutions. En France, nous sommes très équipés en termes d'outils de gouvernance. Nous pouvons le voir par exemple au travers des commissions locales de l'eau avec le schéma d'aménagement de gestion de l'eau qui sont les lieux où cette démocratie de l'eau va pouvoir s'exprimer et où les choix stratégiques du territoire pourront être menés. Il existe également les établissements de bassin qui sont des groupements de collectivités. Cet outil qui permet de mobiliser à la fois les compétences des régions, des départements et des collectivités locales (EPCI4, Intercommunalités, et communes). Il faut se doter d'outils politiques et techniques en accompagnement de la démocratie de l'eau.

Les outils, nous les avons bien intégrés, allons-nous assez vite en France ? Avez-vous le sentiment que la puissance publique va vite ? Je ne sais pas s'il y a la réponse dans la question...
Vous qui êtes sur le terrain ?



Assez vite, tout dépend aussi des moyens que nous nous donnons. Enfin, je pense que les impacts des changements climatiques sont beaucoup plus rapides que ce que nous imaginions il y a encore 5 ou 10 ans. Aller plus vite, oui mais il faut s'organiser et se donner les outils. Attention aussi à la vitesse, des choix qui seraient trop rapides et qui ne seraient pas des choix structurants, ni même partagés et pas en adéquation avec le diagnostic du territoire et finalement ces choix sociaux-économiques importants peuvent aussi être nuisibles et contre productifs par rapport aux objectifs à atteindre.

Il faut aller plus vite tout le monde le sait, il faut se donner les moyens (investissements sur la connaissance, l'ingénierie, le territoire, sur l'avis des populations, agriculteurs). Cela ne se fait pas avec deux réunions sur une année mais bel et bien au quotidien. Il est important d'informer, d'expliquer. Cela implique de l'ingénierie pas uniquement technique mais aussi une forme d'ingénierie sociale pour parvenir à faire travailler les acteurs ensemble et parvenir in fine, à la décision partagée, au-delà du compromis, dans l'arbitrage.

QUESTIONS / RÉPONSES

Les questions suivantes sont directement posées par le public



QUID DES NOUVELLES APPROCHES SUR LE PLAN DE LA RECHERCHE ? JE N'AI PAS ENTENDU PARLER DE LA RECHERCHE ET DES PROJECTIONS EN PARTICULIER DANS DEUX DOMAINES : DÉSALINISATION DE L'EAU ? ALLONS-NOUS DANS LES ANNÉES À VENIR POUVOIR CRÉER DE L'EAU (À UNE ÉCHELLE DISONS « CONTRÔLABLE » ?). JE TERMINE ENFIN, QUEL IMPACT ET NOTRE RÔLE POUR ALLER VERS LES BASSINS MÉDITERRANÉENS ET LES PAYS D'AFRIQUE, NE DEVRAIT-IL PAS Y AVOIR UN PROGRAMME ORIENTÉ VERS CES POPULATIONS ?



Éric SERVAT : sur la recherche, elle est active. De nombreux laboratoires travaillent sur différents domaines. Vous évoquez la question du dessalement de l'eau de mer. : la désalinisation. Il y a des recherches actuellement sur des techniques moins traditionnelles et moins énergivores que les méthodes classiques qui consistent finalement à chauffer l'eau. Nous étudions des techniques membranaires permettant de consommer entre 20% et 25% d'énergie en moins. Cette technologie commence à être maîtrisée dans les laboratoires. Le travail c'est de pouvoir développer cela à grande échelle. C'est toute la complexité. Il y a un travail qui se fait également sur les saumures⁵ générées par la désalinisation de l'eau. Nous travaillons également sur les questions de la qualité de l'eau. Pour avancer sur les problématiques de résidus médicamenteux, les antibiorésistances. La recherche est très active dans le domaine de l'eau.

Un point sur la partie des bassins méditerranéens et continent africain là aussi, les interactions existent depuis longtemps. Il y a des organismes de recherches. Les partenariats existent. Les problématiques sont identifiées (accès à l'eau, maladie, problèmes de mobilisation de la ressource,). Nous montons des projets de recherche en partenariat avec les universités africaines et les centres de recherche africain.

Alix ROUMAGNAC : Nous en discussions avec Madame La Consul du Maroc tout à l'heure, en ce moment à Montpellier, il y a une délégation Marocaine. 18 personnes avec lesquelles nous travaillons sur des sujets d'adaptation aux risques climatiques extrêmes. Il y a de grandes relations aujourd'hui. Elles sont actives. Nous avons un important projet de recherche avec l'Université de Catalogne sur tous les bassins méditerranéens pour croiser nos expériences communes sur ces sujets d'adaptation au dérèglement climatique.



IL Y A 20 ANS, NOUS NOUS PRÉOCCUPIONS D'INONDATION, AUJOURD'HUI ON SE PRÉOCCUPE DE GESTION GLOBALE DE L'EAU. ASSAINISSEMENT, EAU POTABLE, NOUS MILITONS POUR LE DÉVELOPPEMENT DE ZONES D'EXPANSION DE CRUES AFIN DE FAVORISER LA RECHARGE DES NAPPES ET L'ÉMERGENCE DE NOUVELLES ZONES HUMIDES. ET LÀ, NOUS SENTONS DES FREINS ! NOUS NE PARVENONS PAS À FAIRE BOUGER LES CHOSES. PREMIÈRE CHOSE. NOUS SOMMES ÉGALEMENT ACTIFS SUR LE REJET DES STATIONS D'ÉPURATION. NOUS AVONS REÇU LE PROJET DE DÉCRET, NOUS ALLONS POUVOIR RÉUTILISER LES EAUX DE PLUIES ET LES EAUX USÉES. SI DEMAIN TOUTES LES STATIONS D'ÉPURATION DU BASSIN VERSANT ARRÊTENT DE REJETER ON VA DÉSTABILISER LE MILIEU. DERNIÈRE QUESTION, ELLE S'ADRESSE À TOUS : QUID DE LA PROPRIÉTÉ DE L'EAU ? EN FRANCE NOUS SOMMES PROPRIÉTAIRE DU FOND ET DU TRÉFOND, EST-CE QUE DANS LES ANNÉES À VENIR NOUS ALLONS POUVOIR CONTINUER TOUS À PRÉLEVER (ARROSAGES, PISCINE, EAU EN BOUTEILLE,).



Jean-Charles AMAR : Pour les zones d'expansion, nous n'avons quand même rien trouvé de mieux dans le monde que les zones de surverses qui permettent d'alimenter des propriétés non bâties. Afin d'éviter qu'un système n'explose quelle que soit la solidité des digues et bien nous créons des zones de surverse. Ce sont des échancrures qui sont calculées au millimètre et qui permettent à l'eau de descendre sur des zones d'expansion. La difficulté c'est que dans ces zones, il y a des cultures et des agriculteurs qui s'opposent et qui s'élèvent contre cette mesure. Nous pouvons le comprendre sauf à répondre que ce sont des zones d'alluvions, des sédiments qui ont permis aux terres d'être fertilisées et que nous avons rarement d'autres solutions tant il s'agit de jeter un sceau dans une paille. Chaque fois que l'on discute d'échelle, lorsque nous sommes arrosés sur le Vidourle jusqu'à 600 millimètres (soit 600 litres d'eau dans un seul mètre carré) donc effectivement la zone d'expansion est une des solutions. Nous n'avons pas répondu aux coûts. Pour le coût, je voudrais que nous associions la résilience hydrique à la résilience énergétique. Lorsque nous discutons avec des élu(e)s, si nous leur demandons : avez-vous envie de décarboner votre territoire ? Ils nous répondent : oui. Quand nous ajoutons que nous pouvons faire un diagnostic sur votre territoire pour réfléchir aux lieux où nous pouvons implanter des énergies nouvelles sans du tout remettre en question l'environnement (notamment par du photovoltaïque), ils nous disent aussi : oui. Quand nous leur disons, si nous faisons un diagnostic énergétique, environnemental, réglementaire et territoriale et vous aurez les zones où vous pourrez décarboner votre territoire, ils nous disent encore : oui. Ils font donc un geste éco-responsable. Ils effacent leurs factures énergétiques. Ils récupèrent des taxes données aux communes et aux intercommunalités et enfin ils disposent de revenus locatifs très importants. Quelques Maires, avec qui nous avons pu discuter ces derniers mois ont un budget de revenus locatifs équivalent au budget annuel de la commune sur un prix indexé sur 30 ans. Je réponds là un peu au coût. Car la résilience énergétique qui complète la résilience hydrique (qui permet de traiter l'eau) est une solution dès lors que nous souhaitons nous engager dans la lutte pragmatique du réchauffement climatique.



[SUITE]

Catherine GREMILLET : Sur les zones d'expansion de crue (espaces de bon fonctionnement), ce sont vraiment des solutions qui sont développées de plus en plus sur les territoires. Ces solutions se développent mais renvoient à de nombreux freins. De manière génériques, nous pouvons en premier lieu parler du foncier. Cela renvoie aux questions de concertation et de collaboration avec l'agriculture. Cette collaboration doit se faire de manière beaucoup plus forte et de manière globale. Les agriculteurs ont besoin que nous les accompagnions de façon systémique sur l'ensemble de leur exploitation et non pas parcelle par parcelle. Cela renvoie également à des questions financières et de fiscalités. Aujourd'hui, cela rapporte plus à une commune de construire que de protéger ses zones humides. Il y a un certain nombre de propositions qui sont dans le projet de loi de finances et qui sont aux débats. Pour que créer des zones humides ou en développer puisse se faire, il faut envisager le sujet des paiements pour services environnementaux. Nous avons dans notre livre bleu⁶, des propositions visant à réfléchir à une redevance pour services environnementaux. Cette redevance pourrait être portée par les établissements publics de bassin au regard d'un certain nombre d'actions notamment par exemple, des zones d'expansion de crue. Une redevance qui pourrait ensuite être reversée aux agriculteurs eux-mêmes.

Concernant la propriété de l'eau et par rapport aux prélèvements, cela renvoie également à des questions de connaissance. Nous avons encore beaucoup de connaissances trop faibles sur qui prélève, où, ... Nous avons à monter en puissance sur notre niveau d'information et sur la question du suivi de prélèvements.

SENSIBILISER



EN TANT QUE CITOYEN, NOUS POUVONS AVOIR LA CONSCIENCE DE CE QUE NOUS CONSOMMONS CHEZ NOUS MAIS IL Y A AUSSI LA NOTION D'EMPREINTE EAU (EXEMPLE : 1 KILO DE STEAK HACHÉ, C'EST 15 000 LITRES D'EAU, COMBIEN NOTRE TEE-SHIRT, NOTRE TÉLÉPHONE PORTABLE ?). CETTE NOTION-LÀ, C'EST DIFFICILE POUR NOUS CONSOMMATEURS DE L'AVOIR. NE POURRAIT-IL PAS Y AVOIR UNE INFORMATION SUR L'EMPREINTE EAU, AU MÊME TITRE QU'UN BILAN CARBONE ? CELA NOUS DONNERAIT LA « GRANDEUR » DE CE QUE NOUS AVONS COMME IMPACT. ENSUITE, UNE RÉFLEXION. ALIX ROUMAGNAC A REMIS EN QUESTION LA NOTION DE CROISSANCE. CELA M'A FAIT PLAISIR D'ENTENDRE PARLER DE CELA. EN 1972 LE RAPPORT MEADOWS ALERTAIT SUR LA LIMITE DE LA CROISSANCE. NOUS AVONS FÊTÉ LES 50 ANS ET PUIS NOUS ENTENDONS TOUJOURS PARLER DE LA CROISSANCE COMME UN INDICATEUR QU'IL FAUT À TOUT PRIX POURSUIVRE VIA NOS POLITIQUES. OR, C'EST DIRECTEMENT LIÉ AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, À LA CONSOMMATION DE LA RESSOURCE EN EAU.



Éric SERVAT : effectivement, il faut que nous ayons une vision complète des choses. Il ne faut pas regarder la consommation directe. Il faut avoir conscience de l'empreinte de l'eau. Avec une analyse de cycle de ce qu'est la consommation d'eau dans son intégralité. Nous le faisons dans d'autres domaines. Si nous ne le faisons pas dans le domaine de l'eau, c'est que quelque part, nous n'avons pas encore pris conscience de la valeur de l'eau. C'est la considérer comme un bien commun, assez banal. Nous avons une forme d'insouciance à ce sujet-là. Aujourd'hui, les contraintes externes nous amènent à nous interroger sur cette valeur de l'eau. Cela va arriver progressivement. Ce n'est pas possible de faire cela sur un claquement de doigts. Il faut du temps. Il ne faut pas être dans des systèmes punitifs. À titre personnel en tout cas, je ne pense pas que nous fassions adhérer les gens, nos concitoyens à des solutions qui sont uniquement des solutions de taxes, d'interdictions. Il faut susciter l'adhésion. Par conséquent, il faut du temps car il va falloir expliquer. Il va falloir que cela infuse. Nous aurons ensuite cette capacité à prendre en compte ce que représente l'eau dans nos sociétés.

François LACOUR : Je suis d'accord avec cette approche intégrée. Nous n'allons pas regarder uniquement le bloc carbone mais également la partie eau, la partie biodiversité... Ce n'est pas encore fait finalement sur les produits du quotidien. Il faut sensibiliser. J'ai pu travailler au Pakistan. Là-bas, vous y trouverez toutes les marques de vêtement que nous portons . Nous allons regarder comment est géré le cycle de l'eau. : de l'eau pour : colorer, teindre les vêtements puis finalement une eau qui repart au milieu dans ce qui était anciennement des rivières. Des rivières qui deviennent des égouts à ciel ouvert. Et tout cela, nous ne le retrouvons pas dans la valeur d'un jeans, d'une chemise que nous allons acheter. Tant que nous ne parviendrons pas à faire cette analyse de cycle de vie sur des projets basiques (objets du quotidien), nous n'aurons pas en tête cette notion de valeur de l'eau. Lorsque nous parlons d'analyse de cycle de vie, nous allons le faire sur des choses basiques. Il faut que nous soyons tous conscients que les trois quarts des choses que nous portons, c'est une pollution exportée pour venir sur le continent. Ça, cela fait vraiment partie de la sensibilisation.



TÉMOIGNAGE RELATIF À L'ARRÊT DES CONSTRUCTIONS IMMOBILIÈRES ET L'IMPACT SUR LES POPULATIONS, LE RÔLE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE BASSIN LÀ-DEDANS ?



Catherine GREMILLET : Cela reste du ressort des élu(e)s locaux qui arbitrent sur leur territoire. Mais votre témoignage renvoie clairement à des questions de la place de l'eau dans l'aménagement du territoire. Aujourd'hui, nous avons parlé du schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SCOT, PLU8), les documents d'urbanisme doivent être en comptabilité avec ces messages. Cela renvoie aussi à la question de la connaissance et de la prospective. Les questions d'eau doivent être intégrées le plus en amont possible. D'où l'importance de mettre tous les acteurs de l'eau dans ces instances à la fois de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier. Les acteurs politiques doivent avoir la responsabilité des choix fait sur le territoire. Ces choix doivent être transcrits dans les politiques publiques dont, la politique d'aménagement du territoire. C'est aux acteurs locaux de le voir et de l'anticiper.

REVUE DE PRESSE

LES RÉSEAUX SOCIAUX & LA PRESSE EN PARLENT !

Un Forum consacré à l'impact du climat sur l'eau

ÉVÉNEMENT L'impact du changement climatique sur la ressource en eau, c'est le thème qui sera abordé lors du forum "De l'eau et des hommes", organisé le jeudi 13 juin par le Cercle Mozart à La Grande-Motte. Un événement en partenariat avec Midi Libre. Plusieurs témoins interviendront : **Éric Servat**, directeur du Centre international Unesco sur l'eau de Montpellier et de l'Institut de recherche pour le développement, vice-président du Pôle Aqua Valley ; **Alix Roumagnac**, créateur et dirigeant de la société Predict, **Laurent Ballesta** (notre photo), photographe, biologiste marin et plongeur originaire de Montpellier ; **Catherine Gremillet**, directrice générale des services au sein de l'Association nationale des élus des bassins (ANEB) ; **François Lacour**, en charge de l'Activité Eau chez Seureca Veolia ; **Jean-Pierre Serrou**, médecin ; **Jean-Charles Amar**, expert du cycle de l'eau.



PHOTO JEAN-MICHEL MART

> Forum à 18 h à La Dune – La Grande-Motte. Demandez votre inscription par mail à l'adresse : atypik.strategie@gmail.com



Midi libre

Publication du 12/06/2023 à 12:39

Un Forum consacré à l'impact du climat sur la ressource en eau ce mardi 13 juin à La Grande-Motte
Le changement climatique oblige à repenser la consommation de l'eau. Des solutions existent ! Venez en parler ce mardi 13 juin à La Grande-Motte !

L'impact du changement climatique sur la ressource en eau, c'est le thème qui sera abordé lors du forum "De l'eau et des hommes", organisé ce mardi 13 juin par le Cercle Mozart à La Grande-Motte, à 18 heures.

Un événement en partenariat avec Midi Libre qui abordera les phénomènes liés au "trop" d'eau (tsunami, inondation...) et au "pas assez" (sécheresse, assèchement des nappes phréatiques...).

Plusieurs témoins interviendront : Éric Servat, directeur du Centre international Unesco sur l'eau de Montpellier et de l'Institut de recherche pour le développement, vice-président du Pôle Aqua Valley ; Alix Roumagnac, créateur et dirigeant de la société Predict, Laurent Ballesta, photographe, biologiste marin et plongeur originaire de Montpellier ; Catherine Gremillet, directrice générale des services au sein de l'Association nationale des élus des bassins (ANEB) ; François Lacour, en charge de l'Activité Eau chez Seureca Veolia ; Jean-Pierre Serrou, médecin ; Jean-Charles Amar, expert du cycle de l'eau.



La UNE du site www.cerclemozart.fr



Extrait de la page linkedin
LA Bonne Compagnie

**NEW
POST**



Noé de Bonnaventure • Abonné
Directeur du Territoire Hérault de Veolia Eau France
2 sem. • Modifié •

Tout à l'heure, à **La Dune Club**, un événement remarquable...

[EDIT] Retrouvez ici l'article du midi libre dédié à l'évènement ! 📌
<https://lnkd.in/eV3QQJea>

Des entrepreneurs, des chercheurs et des activistes débattons du lien entre l'eau et les hommes. 🌍

C'est très positif ! les écologies sociales, humaines, économiques, culturelles et environnementales sont toutes liées

En particulier, des sujets comme l'eau, la terre, la réduction de la pauvreté, la vie familiale, la nutrition et le développement social doivent être abordés comme un tout...

Les problématiques liées à l'eau sont complexes et souvent interconnectées. Elle sont souvent dues à l'absence de relations justes et adéquates avec les autres, avec la nature et avec soi-même et non simplement à des facteurs économiques ou environnementaux accidentels et externes. Ces problèmes ne seront pas résolus par eux-mêmes : ils doivent être traités en profondeur, avec justice, détermination, solidarité et subsidiarité.

Olivier Sarlat France Bleu Midi Libre Olivier Biscaye Centre International UNESCO sur l'Eau de Montpellier - ICIREWARD AQUA-VALLEY Alix Roumagnac PREDICT Services Laurent Ballesta Eric Servat Magali Gippet Pauline ROYO Cercle Mozart Amar Jean-Charles Jean Pierre Serrou Catherine Gremillet Francois Lacour Seureca

Publication du Directeur du Territoire Hérault de veolia Eau France



LA RESERVE IMMOBILIERE

314 abonnés

3 sem. •

Mardi 13 juin, des entrepreneurs, des chercheurs et des activistes ont partagé leur analyse sur l'impact du changement climatique sur la ressource en eau. Quand bien même des solutions opérationnelles existent, la thématique de la gestion de cette ressource met en lumière son interdépendance écologique, sociale, économique, culturelle et environnementale. Chacun d'entre nous a plusieurs rôles à jouer que ce soit en notre qualité de citoyen, d'acteur économique, et de consommateur de cette ressource...

L'atout de cette conférence est d'avoir su toucher l'audience en mettant l'accent sur les solutions identifiées.

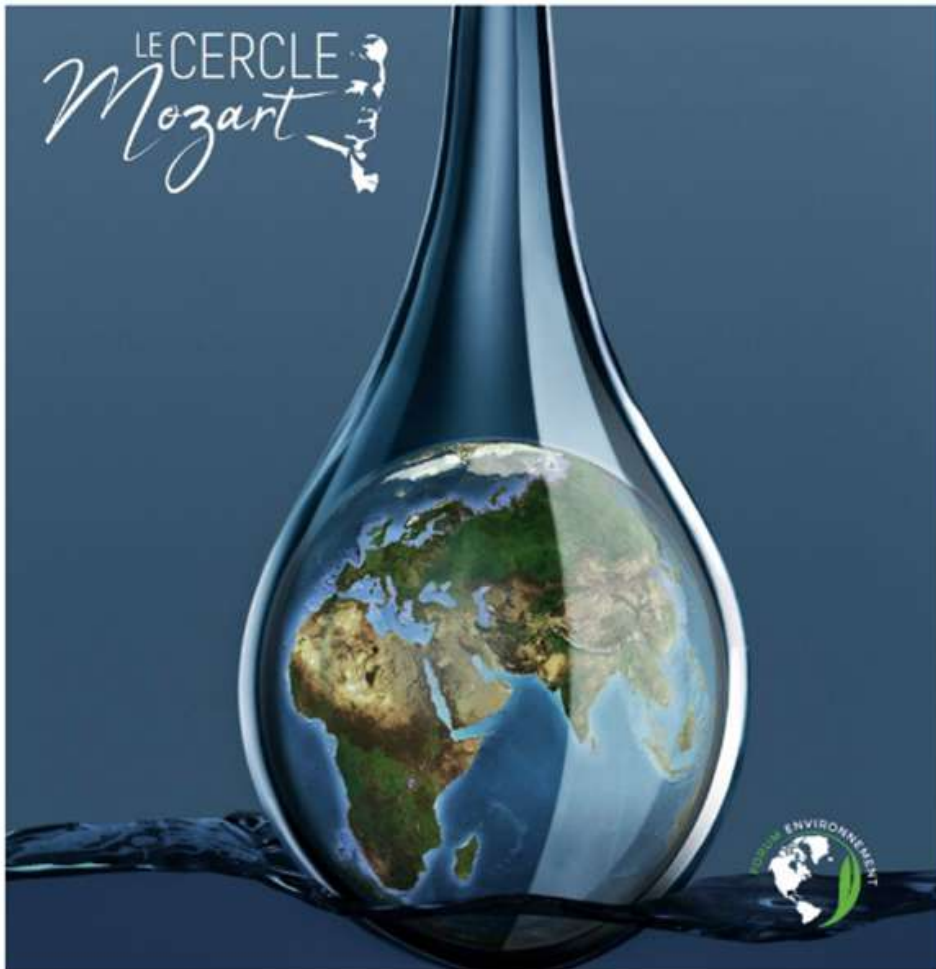
Le Bilan : on en ressort avec l'envie de faire sans être plombé par le sentiment de culpabilité.

Encore bravo et merci.

**Olivier Sarlat Veolia France RADIO francebleue Pons Midi Libre Olivier Biscaye
Centre International UNESCO sur l'Eau de Montpellier - ICIREWARD AQUA-VALLEY
Alix Roumagnac PREDICT Services Laurent Ballesta Eric Servat Magali Gippet
Pauline ROYO Cercle Mozart Jean-Marc MAILLOT Amar Jean-Charles Jean Pierre
Serrou Catherine Gremillet Francois Lacour Seureca**

Publication du 14 juin 2023 - La Réserve Immobilière

PROGRAMME DE L'EAU & DES HOMMES



avec **Veolia** et 6 autres personnes



RADIO AVIVA



Vous et 79 autres personnes

1 commentaire • 3 republications

REMERCIEMENTS

Organisateurs

Cercle Mozart de Montpellier
Communauté Professionnelle Territoriale de Santé Occitanie Méditerranée (CPTS)
Veolia

Partenaires

France Bleu Hérault
Midi Libre
Radio Aviva

Experts & Conférenciers

Alix ROUMAGNAC - Créateur et Dirigeant de la société PREDICT
Catherine GREMILLET - Directrice Générale des Services au sein de l'Association Nationale des Elus des Bassins (ANEB)
Eric SERVAT - Directeur du Centre International UNESCO sur l'Eau de Montpellier, Directeur de recherche à l'IRD et Professeur Associé à l'Université de Montpellier, Vice-Président du Pôle Aqua-Valley
François LACOUR - en charge de l'activité eau chez Veolia SEUREUCA
Jean-Charles AMAR - Expert du Grand Cycle de l'eau
Jean-Pierre SERROU - Médecin et Président de la CPTS Occitanie Méditerranée
Laurent BALLESTA - photographe biologiste marin et plongeur

Contributeurs et prestataires

Accueil et restauration : La Bonne Compagnie
Photographe : Mario Sinistaj
Goodies Responsable : CULO
Groupe musical : Marie Jeanne Swing
Librairie indépendante : Le Toucan Rêveur



Sur la base des propos tenus
Rédaction du rapport : Pauline ROYO
Conception graphique : Pauline ROYO
Coordonnées : atypik.strategie@gmail.com

